



IETL

Institute for European Traffic Law



Voici donc nos XIVème Journées Européennes sur le droit de la circulation et nous sommes heureux de vous souhaiter la bienvenue. Les thèmes qui seront ceux évoqués ont été identifiés comme essentiels par les organisateurs, car d'actualité et posant de nombreux problèmes, notamment lors du règlement des sinistres, mais pas exclusivement.

Voici quelques exemples (non limitatifs) : préjudices subis par les proches d'une victime décédée, souvent disparates et parfois difficilement identifiables ; protection des données à caractère personnel dont l'approche est très différente selon législations, dans le cadre européen ; règlement des sinistres internationaux dont la complexité et l'impact financier rendent l'évocation incontournable.

Au terme de ces deux journées de réflexion et d'échanges entre les intervenants et les participants, l'Institut se propose d'être force de proposition avec de nouvelles pistes de réflexions visant à faire optimiser les procédures actuelles en Europe pour une forme d'harmonie dans le vaste domaine spécifique du droit de la circulation routière

Les organisateurs



Indemnisation des victimes indirectes

Bien que la résolution 75 du conseil de l'Europe ait mis en exergue la réparation intégrale des préjudices subis par une victime ou ses proches, il apparaît qu'il n'existe aucune harmonisation quant à l'indemnisation de ces derniers.

De nombreuses divergences existent d'une part sur la définition de ce qu'est un proche, que l'indemnisation soit réservée aux ayants droits comme dans certains pays ou étendue plus largement aux personnes qui avaient un lien affectif avec la victime décédée et d'autre part sur la nature des postes à indemniser. L'évolution souvent disparate et difficilement prévisible, des mécanismes de compensation des dommages corporels et des préjudices personnels pose un défi financier majeur aux assureurs automobiles de nombreux pays, en particulier lorsqu'il s'agit d'indemniser les proches des victimes. Une analyse comparative des droits applicables et la définition précise des principes fondamentaux doivent aider tous les praticiens concernés à identifier les tendances d'évolution et leurs limites.



IETL

Institute for European Traffic Law

Institute for European Traffic Law
75, rue de Mamer
L-8081 Bertrange
Phone: +352 26311204
Fax: +352 26311206
E-mail: info@ietl.lu
www.ietl.org

Une décision importante relative au rôle du représentant chargé du règlement des sinistres est attendue

Une demande de décision préjudicielle (Affaire: C-306/12)¹ intéressante, concernant les pouvoirs du représentant chargé du règlement des sinistres est actuellement en cours auprès de la Cour de justice de l'Union européenne.

En vertu des faits, une entreprise de transport allemande (Spedition Welter GmbH) est propriétaire d'un poids lourd, qui a été impliqué dans un accident de la circulation survenu en juin 2011 en France. À la suite de cet accident, l'entreprise de transport a porté plainte en Allemagne contre l'entreprise d'assurance dont le siège se trouve en France (Avanssur SA) et auprès de laquelle le conducteur de l'autre véhicule impliqué, résidant en France, était assuré.

Le tribunal de première instance a introduit un recours auprès du représentant chargé du règlement des sinistres en Allemagne pour le compte de l'entreprise d'assurance Avanssur SA. Le représentant allemand chargé du règlement des sinistres a refusé le recours en soutenant qu'il n'avait pas été expressément mandaté pour recevoir des notifications au nom de la défenderesse.

Le tribunal de première instance a déclaré le recours irrecevable au motif d'un grave défaut de forme, car il n'avait pas été correctement notifié à la défenderesse. Selon le tribunal, le recours aurait dû être directement transmis à Avanssur SA.

La requérante s'est opposée à cette interprétation et a interjeté appel auprès du Landgericht Saarbrücken, en invoquant directement l'article 21, paragraphe 5, de la directive 2009/103. Elle estime que cet article attribue un mandat légal en faveur du représentant, aux fins de recevoir des notifications dans le cadre d'un litige en matière de responsabilité civile qui résulte de la circulation des véhicules automobiles.

Face aux doutes suscités par l'allégation de la requérante au principal, le Landgericht Saarbrücken a ordonné la suspension de la procédure et a décidé d'adresser la demande préjudicielle à la Cour.

Par ses questions préjudicielles, le Landgericht Saarbrücken demande à la Cour si l'article 21, paragraphe 5, de la directive 2009/103 attribue aux « représentants chargés du règlement des sinistres » un mandat pour recevoir des notifications adressées à la société d'assurances dans le cadre d'une procédure civile.

L'avocat général M. Cruz Villalón a présenté ses conclusions² le 30 mai 2013, selon lesquelles il estime que l'article 21, paragraphe 5, de la directive 2009/103, doit être interprété en ce sens qu'il inclut un pouvoir de représentation habilitant à recevoir des notifications d'actes judiciaires, telles que la notification d'un recours présenté par la personne lésée dans le cadre de l'exercice d'une action civile devant le tribunal compétent.

La Cour n'a pas encore pris de décision. Si, dans ces cas, le recours pouvait être notifié au représentant chargé du règlement des sinistres, il serait pour une personne lésée plus facile d'introduire une demande d'indemnisation dans son pays de résidence, ce qui permettrait d'éviter les coûts de traduction du recours ainsi que les frais de notification du recours à l'étranger, tout en accélérant la procédure judiciaire.

Dr. Tibor Pataky, avocat, Hongrie

¹JO C 287 du 22.9.2012, pages 18–19

²<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:62012CC0306:FR:HTML>

Journées européennes sur le droit de la circulation routière

Atelier

Atelier „Erstattung der Rechtsverfolgungskosten bei internationalen Schadenfällen“

Atelier « Remboursement des frais de justice induits pour les sinistres internationaux »

Atelier "Refund of legal expenses in international claims"

Le remboursement des frais de justice extrajudiciaires, comme les frais d'avocat, induits par les sinistres liés à des accidents de la circulation transfrontaliers existe depuis de nombreuses années dans le but d'améliorer le règlement des sinistres transfrontaliers au sein de l'UE. En effet, les directives sur l'assurance automobile et la décision Odenbreit de la CJUE ont apporté quelques améliorations dans ce domaine du règlement des accidents transfrontaliers au sein de l'UE. Cependant, pour les victimes qui n'ont pas d'assurance protection juridique pour les accidents routiers notamment concernant les frais d'avocat, réglementés de façon différente dans chaque pays, ce sujet est très important puisque de cela dépend leur décision de prendre ou non un avocat.

Les législateurs de l'UE estiment qu'une mesure de l'UE instaurant le remboursement des frais d'avocat ou des frais judiciaires n'apporterait aucun avantage clair. On craint, par exemple, des distorsions dans les systèmes nationaux aux réglementations déjà établies et une augmentation du nombre des litiges sans que les victimes aient pu clarifier au préalable leur possibilité de recourir à une procédure amiable. L'atelier offre la possibilité aux différents acteurs, avocats (PEOPIL), assureurs de protection juridique (RIAD) et assureurs de responsabilité automobile, de présenter leur points de vue, de discuter du sujet et de trouver, éventuellement, des solutions avec les participants.

> XIVèmes Journées Européennes du droit de la circulation routière

Les journées sont organisées par l'**Institut pour le Droit Européen de la Circulation**, une association sise au Luxembourg et animée par des experts européens renommés du droit de la circulation. L'institut se consacre à l'étude, à l'amélioration et au développement du droit en rapport avec les questions de mobilité en Europe, et réunit la plupart des **groupes d'intérêts pertinents** en matière de droit de la circulation ; Les sujets qu'ils ont identifiés ensemble pour cette conférence revêtent donc une importance particulière pour l'évolution du droit de la circulation en Europe.

L'évolution dynamique, souvent disparate et difficilement prévisible, des mécanismes de compensation des **dommages corporels** et des **préjudices personnels** pose un **défi financier majeur** aux **assureurs automobiles** de nombreux pays, en particulier lorsqu'il s'agit d'indemniser les proches des victimes. Une analyse comparative des droits applicables et la définition précise des principes fondamentaux doivent aider tous les praticiens concernés à identifier et à imposer les tendances d'évolution et leurs limites.

Les questions de la **protection des données à caractère personnel** et de la **lutte contre la fraude** revêtent partout en Europe une grande pertinence dans la pratique du règlement des sinistres. Seule une approche internationale peut déboucher sur des solutions viables à ces problèmes.

Dans les accidents de la circulation à caractère international, les questions de **droit international privé** ont également un impact pratique et financier important. L'application des bases juridiques (règlement Rome II ou Convention de La Haye) conduit souvent en pratique à des difficultés importantes, tant il est difficile de déterminer le lieu de **résidence régulière** des personnes impliquées. A partir d'une analyse internationale du problème, des solutions pourront être esquissées.

Des intervenants de tout premier plan présenteront la situation et les problèmes actuels, et proposeront des **solutions et des améliorations possibles** qui, après avoir fait l'objet d'une discussion entre les participants à la conférence, formeront les **points de vue de l'institut**, proposés aux législateurs nationaux et européens, à la justice, aux administrations et aux praticiens, ces points de vues apporteront un **élan important à l'évolution du droit**.

Les « Journées Européennes » pour faire progresser le droit de la circulation en Europe !



Institut pour le Droit Européen de la Circulation

Adresse : 75, rue de Mamer L-8081 Bertrange
Voie postale : B.P. 29 L-8005 Bertrange

Tél. : +352 26311204

Mob : +352 621 295296

Fax : +352 26311206

Email : info@idec.lu

Web : www.ietl.org

> Organisation

Lieu du congrès :

Domaine Thermal Mondorf-les-Bains Salle des Fêtes
Avenue des Bains L-5601 Mondorf-les-Bains
Tél. : +352 23 666 1 www.mondorf.lu

Langues :

Français, allemand, anglais

Accueil :

les 9 et 10 octobre à partir de 8h00

Horaires congrès :

9 oct 9h00-17h30 - 10 oct 09h00-15h30

Hébergement :

Réservation par formulaire téléchargeable sur notre site www.ietl.org à envoyer directement à l'hôtel du congrès ou à un des hôtels pré-réservés à tarif préférentiel proche du lieu du congrès.

Inscription :

Par formulaire d'inscription téléchargeable sur notre site www.ietl.org.

Inscription :

Non-membres 650 €

Membres de l'IDEC (à jour de cotisation au 31/8/13) 480 €
(Membres individuels et collaborateurs des membres corporatifs)

Étudiants (sur envoi d'une copie de la carte d'étudiant) 240 €

Le tarif comprend :

- Participation aux sessions et aux ateliers;
- Documents de travail et présentations
- Pausas café et déjeuners
- Cocktail / Dîner le 9 octobre au Restaurant Orangerie

Voyage :

Arrivée en avion

*aéroport de Luxembourg - Taxi environ 30 min / Bus : Ligne 16 / 35 min

Arrivée en train

*Gare Centrale de Luxembourg - Taxi environ 30 min / Bus : Ligne 175 / 35 min

Arrivée en voiture venant

*de la France : A31 direction Luxembourg A3, suivre A13 direction Remich/Saarbrücken. Sur A13 sortie 13 direction Mondorf.

*d'Allemagne : Autoroute de la Sarre A13 sortie 13 direction Mondorf

*de Belgique : A4 direction Luxembourg A6, suivre direction Metz/Saarbrücken A3 puis suivre A13 direction Remich/Saarbrücken. Sur A13 sortie 12 direction Mondorf.

Secrétariat du congrès :

Claudine FRANTZEN

Mob : +352 621 295 296

Email : claudine.frantzen@idec.lu



XIVèmes Journées européennes sur le droit de la circulation routière 9 et 10 octobre 2013 à Luxembourg



> XIVèmes Journées Européennes du droit de la circulation routière

> Programme

> Programme

Mercredi, 9 octobre 2013

09h00 – 09h15
Accueil et introduction aux XIV^{èmes} Journées Européennes 2013
Prof. Hubert Groutel, Président de l'IDEC, Professeur Émérite de l'Université Montesquieu Bordeaux IV

09h15 – 09h30
Allocation de bienvenue d'une personnalité du pays hôte
Vassilios Skouris,
Président de la Cour de Justice de l'Union Européenne

09h30 – 10h30
Droit européen de la circulation routière – actualités
Modération : Jean-Pierre Telloli
- **Oskar Riedmeyer**, Avocat spécialisé en droit de la circulation et Vice-président DAV (Fédération allemande des avocats)

11h00 – 13h00
Indemnisation des proches de victimes d'accidents de la route / Domaines indirects - Présentation comparative des législations et aspects pratiques
« Où se trouve le consensus Européen ? »
« Limites des indemnisations »
Modération : Dr. Hélène Béjui-Hugues,
Délégué Général AREDOC, Paris

1^{ère} partie : Présentations

Focus sur divers systèmes juridiques en Europe et cas pratique

• **La Pologne**
- **Dr. Katarzyna Ludwiczowska-Redo**, Professeur de droit civil et de droit de la famille, Université Nicolas Copernic Toruń, Pologne

• **La position allemande**
- **Angela Diederichsen**, Juge, Cour fédérale de Justice, Karlsruhe, Allemagne

• **La Scandinavie et les Pays Baltes**
- **Matts Nordell**, Conseiller juridique en chef, Bureau Suédois de l'Assurance Automobile, Stockholm

• **La France**
- **Alain Faure**, Responsable du département juridique, MAPA

• **La Roumanie**
- **Sorin Greceanu**, General Manager, Fonds National de Garantie Bucarest

13h00 – 14h00
Déjeuner

14h00 – 15h00

• 2^{ème} partie : Aspects pratiques et débat

• **La Bulgarie**
- **Veselin Grigorov**, Legal Department Bulgarski Imoti, Sofia, Bulgarie
• **L'Italie**

- **Laura Agopian**, Avocat, Milan, Italie

• **Le point de vue des réassureurs**

- **Ulrich Werwige**, Attorney at law (Germany)
Vice President Claims, Accounting & Liability Management, Swiss-RE

• **Débat avec les participants**

• **Conclusion**

- **Dr. Hélène Béjui-Hugues**

Ateliers

• **Charte des Nations Unies sur les droits et les obligations des usagers de la route**
- **Dr. Iur. Martin Metzler**, Président BNA et FNG, Zurich, Suisse

• **Remboursement des frais de justice induits pour les sinistres internationaux**
Modération : Michael Nissen (ADAC e.V.)
Intervenants de PEOPIL, RIAD (International Association of Legal Expenses Insurance) et du secteur d'assurance RC

• **Réseaux de circulation intelligents : Aspects légaux**
Modération: Dr. Bernhard Gause (GDV)
Intervenants : secteur de l'automobile, de la Commission Européenne, de l'Office fédéral pour la circulation routière, du Contrôleur Européen de la protection des données, de l'ADAC e.V.

Cocktail - Dîner

19h30

Jeudi, 10 octobre 2013

Résultats des ateliers

Modération : Nikolai Kröger

09h00 – 09h30

(09h30 – 15h15)

Sinistres internationaux

Modération : Holger Backu et Jean-Pierre Telloli

(09h30 – 13h00)

1^{ère} partie : Introduction : Sinistres internationaux

09h30 – 09h40

• Introduction sinistres internationaux

09h40 – 10h00

• Règlement des sinistres par le correspondant carte verte et représentant 4^e directive : Autonomie ou contrôle ?

- **Fred Biedermann**,
Directeur du service Sinistres Automobiles,
SV Sparkassenversicherung, Stuttgart, Allemagne

10h00 – 10h20

• **Sinistres internationaux et protection des données**

- **Luk De Baere**, Manager Legal & Technical,
Council of Bureaux (CoB), Bruxelles

10h20 – 11h00

Pause-café

11h00 – 11h20

• **DIP et l'application du droit à l'exemple des travailleurs migrants**

- **Prof. Dr. Ansgar Staudinger**, Professeur de droit civil, de droit international privé, procédural et économique, Université Bielefeld, Allemagne

11h20 – 12h00

• **Délaïs portant sur l'offre d'indemnisation et responsabilité à l'égard des personnes transportées d'un véhicule étranger en Italie : limites de la réglementation nationale ?**

- **Dr. Michael Buse**, Rechtsanwalt et Avvocato, Milan, Italie

12h00 – 12h15

• **Prescription : perspectives d'harmonisation ?**

- **Antoinette Collignon**, Avocate, Amsterdam, Pays Bas

12h15 – 13h00

• **Lutte anti-fraude au niveau international : méthodes et limites**

- **Frédéric Nguyen Kim**,
Agence pour la lutte contre la fraude à l'assurance (ALFA), Paris, France

- **Paulina Fulneczek**,
Directrice Sinistres Internationaux, PZU Varsovie, Pologne

- **Laura Agopian**, Avvocato, Milan, Italie

Déjeuner

13h00 – 14h00

2^{ème} partie : Convention du COB sur la protection des visiteurs

- **Dr. Iur. Martin Metzler**, Président BNA et FNG Suisse

14h00 – 14h20

3^{ème} partie : Débat : Règlement des sinistres internationaux faits marquants présentés, leçons à tirer, champs d'action pour une optimisation des procédures actuelles

Modération Holger Backu et Jean-Pierre Telloli

14h20 – 15h15

Conclusions du Président et des modérateurs clés du congrès

Fin de la conférence

15h15 – 15h30

15h30



CROATIE

La République de Croatie est membre de l'Union européenne depuis le 1er juillet 2013. Il en résulte des modifications significatives, relatives au droit en matière de circulation, compte tenu de la législation et des spécifications significatives dans le droit de l'Union européenne, qui s'appliquent désormais. Ce fait est d'une importance particulière pour les réclamations en indemnité à la suite d'accidents de la circulation, tout comme en matière de droit relatif aux permis de conduire. En vertu des futures possibilités d'exécution au delà des frontières, les règles de circulation et sanctions appliquées en Croatie à l'encontre des automobilistes étrangers n'en deviennent que plus importantes.

Règlement de sinistres liés à des accidents de la circulation

En cas d'accident impliquant un véhicule immatriculé en Croatie, la procédure de règlement du dommage à l'amiable est en tout état de cause effectuée selon les spécifications prévues par la directive relative à l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs (directive 2009/103/CE). Il en résulte que la partie lésée, domiciliée dans un état membre dispose depuis le 1er juillet 2013 de la possibilité de s'adresser à un représentant chargé du règlement des sinistres auprès de l'assurance de responsabilité civile croate dans son pays de résidence, pour obtenir le règlement de son sinistre.

Action judiciaire et exécution de sanctions pécuniaires

La Croatie faisant partie de l'UE, elle doit mettre les spécifications de la directive cadre concernant l'exécution de sanctions pécuniaires en application et les transférer dans le droit croate. Cette mesure permettra que les amendes et sanctions pécuniaires exécutoires, résultant entre autres d'infractions au code de la route et prononcées par des autorités et tribunaux croates de devenir exécutoires en Allemagne (et vice versa pour les sanctions allemandes en Croatie).

Permis de conduire nationaux

Depuis le 1er juillet 2013, les possesseurs de permis de conduite qui vont s'établir dans un autre état membre n'ont plus besoin d'échanger leur permis de conduire croate contre un permis de conduire de l'état membre de résidence. Les dispositions des directives en matière de permis de conduire de l'UE sont donc reconnues avec effet immédiat. Dans la pratique, il en résulte par exemple qu'en Allemagne les titulaires de permis de conduire croates encore valables ont le droit d'utiliser cet ancien permis croate pour conduire en Allemagne, ce qui revient à la réintroduction des anciennes catégories de permis de conduire croates. Ce fait est notamment d'importance pour les Croates qui n'ont pas échangé leur permis de conduire contre un permis allemand après leur installation en Allemagne, et n'avaient jusque là pas le droit de conduire en Allemagne.



ALLEMAGNE

Obligation du port de gilets de sécurité réfléchissants à compter du 1er juillet 2014

L'Allemagne suit l'exemple de ses états voisins. À compter du 1er juillet 2014, un gilet de sécurité réfléchissant conforme à la norme européenne EN 471 devra se trouver à bord de tout véhicule. La nouvelle réglementation s'applique à tous les véhicules (voitures particulières, poids lourds et cars immatriculés en Allemagne), excepté les motos.



ESPAGNE

Païement simplifié des amendes administratives

Les autorités espagnoles permettent aux étrangers, auteurs d'infractions routières, de payer leurs amendes à l'aide de leur carte de crédit sur internet. Les sites internet des autorités compétentes en matière de circulation routière, DGT (Dirección General de Tráfico; www.dgt.es), ainsi que des autorités compétentes pour la Catalogne, Servei Català de Transít (www.gencat.cat), ne proposent cependant pas de menu de programme en autres langues européennes, mais uniquement en espagnol, catalan ou anglais. En Espagne, les conducteurs redevables d'amendes bénéficient d'une réduction de 50% sur le montant de l'amende due, à condition de régler l'amende dans un délai de 20 jours après notification de la décision administrative.



PAYS-BAS

Restitution du permis de conduire étranger en cas de suspension du permis de conduire

En cas d'infraction aux règles de la circulation, entraînant une sanction relative au permis de conduire ainsi que le retrait immédiat du permis de conduire, le permis de conduire étranger est désormais directement retourné à son titulaire, contrairement aux dispositions jusqu'à présent en vigueur qui prévoyaient que le permis soit déposé auprès d'un tribunal avant d'être restitué, seulement à la demande du titulaire.



FRANCE

Limitations de vitesse pour conducteurs novices

Les conducteurs novices de véhicules étrangers ne sont pas obligés d'apposer la plaquette « A » sur leur véhicule, obligatoire en France pour signaler qu'ils sont débutants. C'est ce que l'Ambassade de France à Berlin vient de confirmer expressément au terme d'une consultation de la direction de la police française. On conseille néanmoins aux conducteurs débutants de respecter (comme jusqu'à présent) les limitations de vitesse imposées en France aux conducteurs novices. Les conducteurs détenteurs d'un permis de conduite depuis moins de trois ans n'ont pas le droit de dépasser 80 km/h maximum (au lieu de 90 km/h) en dehors des agglomérations et 110 km/h (au lieu de 130 km/h) sur les autoroutes.



ITALIE

Nouvelle réglementation du paiement des amendes

En Italie, une nouvelle réglementation du paiement des amendes est en force depuis le 21 août 2013. Si l'amende est réglée tout de suite ou dans les 5 jours de la réception du procès-verbal, une réduction de 30% de l'amende est offerte.



IETL

Institute for European Traffic Law

Think Tank

Composé de 10 membres de diverses nationalités, le Think Tank de l'Institut a vocation à regrouper des experts, praticiens et professionnels du droit international privé afin de réfléchir sur des sujets de l'actualité juridique internationale, et de proposer, le cas échéant, des recommandations ayant vocation à être intégrées dans le droit communautaire.

En 2013, ce réservoir d'idées a travaillé, entre autres, sur :

- la question de la prescription en matière d'accidents transfrontaliers, à la suite de la consultation lancée fin 2012, par la Commission européenne.

En effet, les voyageurs européens qui sont victimes d'un accident de voiture dans un autre pays de l'UE sont susceptibles de demander réparation pour les préjudices subis. Chaque pays de l'UE a ses propres règles en matière d'indemnisation, qui prévoient chaque fois des délais différents pour le dépôt d'une demande d'indemnisation, qui peuvent aller de 1 à 10 ans.

Dans certains cas, si les délais de prescription applicables dans le pays de l'UE où est survenu l'accident sont particulièrement courts, les victimes peuvent même courir le risque de ne recevoir aucune indemnisation pour le dommage subi. De même, les voyageurs peuvent être insuffisamment informés au sujet de la date de commencement ou des possibilités de suspension de ces délais de prescription. Ces situations sont inéquitables pour les victimes, et cette question sera d'ailleurs évoquée dans le détail au cours des prochaines journées européennes.

- Accidents causés par les tracteurs et leurs remorques, comment sécuriser l'indemnisation de la personne lésée au regard de la diversité des droits applicables en la matière ?

Des travaux sont également à venir, concernant le règlement direct par l'assureur responsabilité civile, l'indemnisation des victimes en cas de faillite d'une entreprise d'assurance, ce sujet avait été traité en partie lors des dernières journées européennes, et la question de la Re-Immatriculation des véhicules.